



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°14 2024

Faits saillants

- ❖ **Afghanistan** : Les Etats-Unis réaffirment leur choix de ne pas reconnaître officiellement l'administration talibane ;
- ❖ **Bangladesh** : Le flux net d'IDE en baisse de 16% en 2023 ;
- ❖ **Bhoutan** : La BEI octroie un prêt de 150 MEUR pour un projet d'énergies renouvelables ;
- ❖ **Inde** : Croissance des exportations de services ;
- ❖ **Népal** : Sommet sur l'investissement au Népal ;
- ❖ **Pakistan** : Politique monétaire – maintien du taux directeur à 22,00% ;
- ❖ **Sri Lanka** : La Banque centrale prévoit un retour de la croissance à 3% en 2024.

LE CHIFFRE A RETENIR

6,8 %

Estimation de la croissance indienne
selon le FMI pour l'exercice FY25

Afghanistan

La Banque mondiale octroie une enveloppe de subventions à hauteur de 84 MUSD pour financer un programme social

La Banque mondiale va apporter un financement, sous forme d'une subvention de quelques 84 MUSD, au Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) en charge de la mise en œuvre du programme. Il s'agit d'une subvention additionnelle à un programme déjà existant et opérationnel, subventionné antérieurement par l'ARTF, le fonds pour la reconstruction de l'Afghanistan, à hauteur de 70 MUSD, et intitulé « Community Resilience and Livelihoods Project » (CRLP). Ce programme vise à octroyer un soutien à la fourniture de services essentiels dans les zones rurales et urbaines, en particulier à destination des femmes et des populations vulnérables.

Cette seconde tranche de subventions permettra d'étendre le programme dans les zones rurales et urbaines, et d'améliorer ainsi la situation des femmes et des populations nouvellement rapatriées.

Grâce à ce financement supplémentaire, près de 1,5 million de ménages avec des emplois précaires, soit quelque 10,6 millions d'Afghans bénéficieront du programme. 14,4 millions d'Afghans disposeront ainsi de l'accès à des services de base tels que des routes remises en état, des canaux d'irrigation rénovés et des murs de protection contre les inondations par exemple.

La récente reprise des subventions de la Banque mondiale via l'Association internationale de développement (AID), dans le cadre de son approche 3.0, permet de maintenir les services essentiels et les moyens de subsistance du peuple afghan à grande échelle et d'atténuer la crise humanitaire. Toutefois, les enjeux auxquels fait face la population demeurent structurels, et le programme en question n'apporte qu'une solution ponctuelle.

Les Etats-Unis réaffirment leur choix de ne pas reconnaître officiellement l'administration talibane

Dans un rapport publié le 22 avril, faisant état de la situation des droits humains dans le monde en 2023, le Département d'État américain a déclaré que Washington n'envisageait pas de reconnaître officiellement l'administration talibane. Le Département d'État américain mentionne que les talibans n'ont ni inversé ni adouci leurs décrets concernant le travail et l'éducation des femmes en Afghanistan. Il affirme également que plus de 90 % des prisonniers sous le régime taliban sont des prisonniers politiques. Le rapport pointe les exécutions extrajudiciaires, la torture, les procédures de détention, le traitement des prisonniers, la confiscation des propriétés individuelles, les restrictions s'agissant de la liberté d'expression et des médias, de l'utilisation d'Internet et ou encore la libre participation des individus à la vie politique.

Hamdullah Fitrat, le porte-parole adjoint du gouvernement, a déclaré en réponse à la publication du rapport : "L'Émirat islamique d'Afghanistan, en tant que puissance dirigeante, est attaché aux droits islamiques et à la charia pour tous ses citoyens. Le monde occidental souhaite la mise en œuvre de droits équivalents à ceux de l'Occident et s'efforce essentiellement d'imposer la culture occidentale".

Près de trois ans après le retour des talibans en Afghanistan, aucun pays, y compris les pays voisins, n'a reconnu le régime au pouvoir.

Bangladesh

Le flux net d'IDE en baisse de 16% en 2023

Le flux net d'Investissements Directs à l'Étranger (IDE) est en baisse en 2023 à 3,0 Mds USD contre 3,5 Mds USD en 2022 (-16% sur un an). Ce ralentissement peut s'expliquer par la volatilité à la hausse du taux de change USD-BDT et par le contexte pré-électoral. Par ailleurs, d'après la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, les IDE à destination des pays asiatiques en développement ont globalement chuté de 12% en 2023 par rapport à 2022.

Une très large part (73%) provient des profits réinvestis, soulignant la difficulté à attirer de nouveaux capitaux qui atteignait en 2023 seulement 706 MUSD au plus bas depuis 4 ans. D'après certains experts, la difficulté à transférer les fonds en devise en dehors du Bangladesh incite au réinvestissement des profits.

Le principal investisseur est le Royaume-Uni (614 MUSD) tandis que le secteur le plus attractif est celui du textile et du prêt-à-porter (591 MUSD).

Mission du FMI à Dhaka jusqu'au 8 mai

Une délégation de 10 personnes du Fonds Monétaire International (FMI) est à Dhaka. Cette mission concerne la deuxième revue du programme en cours, et doit permettre de valider la troisième tranche d'un montant de 681 MUSD. La délégation concentrera ses travaux sur le secteur financier, la fiscalité et la gestion des réserves de change, en particulier le taux de change.

Sur ce dernier point, le niveau des réserves net s'élevait à 17,2 Mds USD fin décembre contre une cible à 17,8 Mds USD dans le programme FMI. A l'exception de cet indicateur, toutes les cibles quantitatives ont été atteintes (déficit, collecte fiscale notamment). Les différentes réformes demandées ont également été mises en œuvre. En particulier, le mécanisme d'ajustement des prix des produits énergétique est à l'œuvre et a été activé à trois reprises. Le bureau des statistiques du Bangladesh publie également le PIB par trimestre depuis 2 trimestres.

Depuis fin décembre, les réserves ont continué à diminuer pour atteindre entre 14 et 15 Mds USD à la fin mars, très loin de la cible de 19,3 Mds USD.

120 MUSD mobilisés pour une centrale photovoltaïque privée

La Banque Asiatique de Développement (BAsD) vient d'annoncer avoir mis sur pied le premier paquet de financements étrangers pour un projet solaire au Bangladesh. Paramount Textile PLC, une entreprise de textile bangladaise empruntera 47 MUSD auprès de la BAsD, 47 MUSD auprès de la JICA et 28 MUSD auprès de ILX Fund, un fonds basé à Amsterdam et spécialisé dans les projets à impact dans les pays émergents.

Ce projet intervient alors que le Bangladesh ne produit que 2% de son électricité à partir d'énergies propres, contre un objectif de 40% en 2041. Il permet de mobiliser des investissements privés tandis que le projet Global Gateway vise des investissements publics à hauteur de 700 MUSD dans les énergies renouvelables.

Le déficit du compte financier s'accroît sur les 8 premiers mois de l'année budgétaire

Le Bangladesh peine à limiter les flux financiers sortants et à accroître les entrées, avec un déficit du compte financier qui s'accroît sur les 8 premiers mois de l'année fiscale pour atteindre 8,4 Mds USD contre 2,3 Mds USD sur la même période l'année dernière.

Le déficit courant s'est pourtant nettement amélioré passant de 3,5 Mds USD entre juillet 2022 et février 2023 à 4,8 Mds USD cette année. Il profite en effet d'un triple contexte : des importations en nette baisse (-15%), des exportations qui résistent (+4%) et des transferts des expatriés satisfaisants (+8%).

La chute du compte financier s'explique essentiellement par l'accroissement du déficit des crédits commerciaux de 3,6 Mds USD à 10,7 Mds USD, avec plusieurs mécanismes en œuvre : la différence entre les exportations enregistrées par les douanes et les paiements reçus effectivement, le moindre recours à des prêts en devise et la hausse des charges de la dette.

Bhoutan

La BEI octroie un prêt de 150 MEUR pour un projet d'énergies renouvelables

Le Bhoutan et la Banque européenne d'investissement (BEI) ont signé leur premier projet avec la BEI qui vise la fourniture d'énergie verte aux collectivités bhoutanaises via un prêt de 150 MEUR d'une maturité de 30 ans.

Le prêt a été signé en marge des réunions de printemps du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque mondiale, le 17 avril, entre le ministre des finances, Leki Wangmo, et le directeur général par intérim de la BEI, Markus Berndt, en présence de la présidente de la BEI, Nadia Calviño, à Washington D.C. (États-Unis).

Selon le communiqué de presse du ministère des Finances, le Bhoutan est l'un des trois seuls pays au monde à afficher un bilan carbone négatif net. Le projet appuiera la construction de centrales hydroélectriques au fil de l'eau de petite et moyenne dimension et de centrales solaires photovoltaïques afin de diversifier les sources de production d'électricité et d'atteindre l'objectif ambitieux de neutralité carbone fixé dans sa Contribution Déterminée au niveau National (CDN).

Le financement permettra de soutenir l'installation d'une capacité de production d'énergie hydroélectrique et solaire estimée à 310 mégawatts (MW) qui devrait générer environ 670 gigawattheures par an.

Les nouveaux projets, qui seront mis en œuvre par la Druk Green Power Corporation, permettront au Bhoutan de renforcer sa sécurité énergétique et d'accroître l'utilisation d'énergies renouvelables.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Prévisions FMI

Alors qu'il prévoit une croissance mondiale de 3,2%, le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé que l'économie indienne devrait croître de 6,8 % au cours de l'exercice 2024-2025, contre une estimation précédente de 6,5 % en janvier. Le FMI a maintenu sa prévision de croissance pour l'exercice 2025-2026 inchangée à 6,5 %.

L'organisation a déclaré dans son rapport que "la croissance en Inde devrait rester forte à 6,8 % en 2024 et 6,5 % en 2025, reflétant la force continue de la demande intérieure ainsi qu'une population active croissante".

En ce qui concerne l'inflation, le FMI a maintenu sa prévision inchangée à 4,6 % pour l'exercice 2024-2025, avec une baisse supplémentaire à 4,2 % pour l'exercice 2025-2026. Toutefois, des risques découlant de tensions géopolitiques et de la hausse des prix du pétrole pourraient modifier ces prévisions.

Politique commerciale

Balance commerciale et dépendance chinoise

Après une année budgétaire record en 2022-2023 tant pour les exportations que les importations de biens, les chiffres ont reculé en 2023-2024. Les exportations se sont rétractées de 3% pour atteindre 437 Mds USD et les importations ont reculé de 5% à 677 Mds USD. Sur l'année budgétaire écoulée, le déficit de la balance commerciale s'établit ainsi à 240 Mds USD, en baisse de 25 Mds USD par rapport à l'année précédente.

En particulier, la baisse des cours mondiaux des matières premières a fait chuter de 14% les exportations de produits pétroliers indiens pour atteindre 84 Mds USD en 2023-2024. Toutefois, l'évolution des coûts des matières premières cumulée aux remises tarifaires appliquées par la Russie ont permis à l'Inde d'importer un volume de pétrole brut égal à l'année précédente pour un montant inférieur de 15,9%. En parallèle la croissance des exportations de produits manufacturés tels que les biens d'ingénierie (+2,1% à 109 Mds USD), les produits pharmaceutiques (+9,7% à 27,8 Mds USD) et les produits électroniques (+23,6% à 29 Mds USD) ont permis d'atteindre un déficit commercial inférieur aux estimations.

En mars, les exportations de biens ont baissé de 0,7 % pour s'établir à 41,7 Mds USD, tandis que les importations ont chuté de près de 6 % pour atteindre 57,3 Mds USD, ce qui a abouti à un déficit commercial de 15,6 Mds USD, le plus bas depuis mai dernier, selon les dernières données publiées par le département du commerce.

Un autre point saillant de l'évolution de la balance commerciale indienne est la dépendance croissante de l'Inde à l'égard des biens industriels chinois. Les importations en provenance de Chine dans les télécommunications, les machines et l'électronique ont progressé de 21 % à 30 % au cours des 15 dernières années, selon un rapport du Global Trade Research Initiative (GTRI), un groupe de réflexion économique.

Le rapport souligne également l'impact des entreprises chinoises dans divers secteurs en Inde, notamment l'énergie, les télécommunications et les transports, ainsi que leur rôle crucial dans l'électronique, les véhicules électriques et l'énergie solaire. L'implantation d'entreprises chinoises dans le tissu industriel indien peut créer une dépendance de longue durée aux importations chinoises. Entre 2019 et 2024, les exportations de l'Inde vers la Chine sont restées stables autour de 16 Mds USD par an, tandis que les importations en provenance de Chine sont passées de 70,3 Mds USD en 2018-19 à plus de 101 Mds USD en 2023-24, engendrant un déficit commercial dépassant les 387 Mds USD sur cinq ans.

Croissance des exportations de services

En 2023, les exportations de services de l'Inde ont bondi de 11,4 % pour atteindre 345 Mds USD, dépassant la croissance mondiale dans le secteur établie à 8,9% avec 7 900 Mds USD, selon un rapport de la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement). En parallèle, les importations de services en Inde ont légèrement baissé de 0,4 % pour s'établir à 248 Mds USD l'année dernière.

Les secteurs contribuant à la croissance des exportations de services indiens comprennent le tourisme, le transport, le médical et l'hôtellerie.

Le principal moteur de la hausse annuelle des exportations de services au quatrième trimestre 2023 était la croissance importante des recettes du tourisme. Dans le cadre de la reprise post-COVID-19, les recettes touristiques ont augmenté de 70 % en Asie (en glissement annuel), selon le rapport.

Politique bancaire

Mesures réglementaires prises par la RBI envers la banque Kotak Mahindra

La Reserve Bank of India (RBI) a ordonné à la banque Kotak Mahindra de cesser immédiatement l'émission de nouvelles cartes de crédit et d'arrêter d'enregistrer de nouveaux clients via les canaux de banque en ligne et mobile. Cette directive fait partie des mesures réglementaires prises par la RBI en réponse aux préoccupations concernant la conformité et la gestion des risques au sein de la banque. La RBI a déclaré que la banque privée peut continuer à fournir ses services à ses clients existants.

Cette décision de la RBI fait suite à une série d'incidents, notamment une panne de service majeure survenue le 15 avril 2024, au cours de laquelle plusieurs clients de la Kotak Mahindra Bank ont été incapables d'utiliser l'application mobile de la banque. Certains ont également signalé des problèmes avec les transactions bancaires en ligne, les paiements UPI et les transactions par carte de débit. La RBI a déclaré à la suite d'examen que la banque privée n'a pas su adapter ses systèmes informatiques à sa croissance.

Maldives

Signature d'un accord avec la Chine dans le secteur de la pêche

Les Maldives ont attribué à l'entreprise publique chinoise Dongfang Electric Corporation un marché d'une valeur de 225 MUSD. Le projet comporte trois chantiers relatifs à la construction ou à l'agrandissement d'usines de transformation de poisson. Lors de la signature de l'accord au Ministère des Pêches, le gouvernement a annoncé que cet investissement devrait permettre de porter à terme le montant des exportations de produits transformés de la pêche à 180 MUSD par an (contre 91 MUSD actuellement).

Népal

Sommet sur l'investissement au Népal

Récemment, le Népal a orchestré un sommet sur l'investissement avec l'ambition d'attirer des capitaux étrangers, en mettant l'accent sur le développement des projets hydroélectriques. L'objectif est de générer un surplus d'électricité destiné à l'exportation vers les nations avoisinantes. Ce rendez-vous de deux jours, tenu dans la capitale, Katmandou, a vu la participation de nombreux investisseurs internationaux. Si les responsables népalais ont activement encouragé les investissements dans la mise en œuvre de projets hydroélectriques, ils ont également mis en avant d'autres secteurs tels que le tourisme et l'industrie.

Fort de ses huit sommets - parmi les plus élevés du monde - et de ses nombreuses rivières, le Népal détient un potentiel hydroélectrique considérable. Toutefois, malgré ces atouts, seuls quelques projets ont vu le jour dans ce pays, confronté à une situation économique difficile.

Le Premier ministre népalais, Pushpa Kamal Dahal, a souligné lors du sommet que seulement 3 200 MW ont été exploités jusqu'à présent, tandis que quelque 5 568 MW de projets à grande échelle sont en cours de réalisation ou en phase de préparation. Cette situation offre des opportunités d'investissement substantielles dans le secteur. Le Premier ministre a également mis en lumière l'importance des lignes de transmission transfrontalières - existantes et en projet - avec l'Inde et la Chine, favorisant ainsi les échanges énergétiques régionaux.

Pakistan

Accord du Conseil d'administration du FMI sur la deuxième et dernière revue de l'accord de confirmation (standby arrangement-SBA)

Le Conseil d'administration du FMI qui s'est réuni lundi 29 avril a approuvé la seconde et dernière revue du programme en cours, donnant lieu au décaissement de 828 M DTS (1,1 Md USD), ce qui portera le total des décaissements dans le cadre du SBA à 3 Mds USD.

Pour mémoire, le SBA a été mis en place en juillet 2023 pour un montant de 2,25 Mds DTS (près de 3 Mds USD soit 111 % de la quote-part du Pakistan au FMI) pour une durée de neuf mois couvrant la période du 12 juillet 2023 au 11 avril 2024.

Le Conseil a exprimé un satisfecit général sur la bonne exécution du programme, l'ensemble des repères structurels, des conditionnalités quantitatives et cibles ayant été atteints, permettant un redressement de la situation économique. Le Fonds prévoit ainsi une croissance de 2% pour l'exercice budgétaire 2023-24 ainsi qu'un excédent primaire budgétaire de 1,8% du PIB. Les réserves de change ont été reconstituées et s'élèvent désormais à près de 8 Mds USD, contre 4,5 Mds au démarrage du programme. Le communiqué publié par le Fonds à l'issue du Conseil insiste sur l'appropriation du programme par le gouvernement de transition, sur la période juillet 2023-mars 2024, et les signaux positifs en matière de poursuite des réformes envoyés par le nouveau gouvernement issu des élections du 8 février.

Les négociations sur un nouveau programme devraient démarrer prochainement, des échanges entre les services et le ministre des Finances ayant eu lieu en marge des assemblées de printemps à Washington et entre le Premier ministre Shehbaz Sharif et la directrice générale du Fonds Kristalina Georgieva, en marge du Forum Economique Mondial à Riyad. Une mission des services du Fonds est prévue courant mai à Islamabad. Les principaux objectifs du nouvel accord pourraient porter sur (i) une consolidation des finances publiques, grâce notamment à l'élargissement des assiettes fiscales, (ii) une réforme du secteur de l'énergie, (iii) une baisse de l'inflation, et (iv) la promotion du secteur privé.

Balance des paiements – Excédent du compte courant de 619 MUSD en mars

Après avoir enregistré un excédent de 98 MUSD en février, le compte courant affiche à nouveau un excédent de 619 MUSD en mars. Sur les neuf mois de l'exercice budgétaire 2023-24, le déficit du compte courant s'élève à 508 MUSD (-87% en g.a.), mieux que la cible de 2,5 Mds USD, soit 0,7% du PIB, retenue dans le cadre du programme qui lie le pays au FMI.

Les exportations de biens et services progressent quant à elle de 6,7% en g.a contre 13,4 % pour les importations. En mars, les transferts de migrants enregistrent une très forte hausse de 31% par rapport à février pour s'établir à 2,9 Mds USD. Cette hausse saisonnière est liée au mois du Ramadan. Au total, au cours des neuf mois de l'exercice budgétaire 2024, les transferts se sont élevés à 21 Mds USD.

Enfin, les rapatriements de bénéfices et de dividendes des investissements directs étrangers sont en forte progression, passant de 194,5 MUSD au cours des neuf mois de l'exercice budgétaire 2022-23, à 768,8 MUSD sur la même période de l'exercice budgétaire en cours.

Politique monétaire – maintien du taux directeur à 22,00%

À l'issue du comité de politique monétaire qui s'est tenu le 29 avril, la Banque centrale (State Bank of Pakistan -SBP) a annoncé le maintien de ses taux directeurs à 22,00%, pour la 7ème fois consécutive.

Malgré des résultats positifs sur le plan de l'inflation et de la position extérieure du Pakistan, ainsi qu'en termes de reprise de la croissance, la SBP justifie sa décision par (i) des développements géopolitiques qui pourraient tirer à la hausse les cours des matières premières et (ii) des décisions budgétaires qui pourraient avoir un impact inflationniste à court terme. La SBP annonce la poursuite de ses efforts pour réduire l'inflation, avec une cible d'inflation de 5-7% en septembre 2025.

L'adoption du prochain budget et la conclusion d'un nouvel accord avec le FMI seront prises en considération pour une éventuelle baisse des taux qui pourrait intervenir au second semestre 2024.

Les réserves de change devraient s'élever à 9 Mds USD à la fin de l'exercice budgétaire 2023-24, malgré des remboursements de 1,8 Md USD qui devraient intervenir en mai et juin.

Hausse de 7,6% des prêts non performants en 2023

Les prêts non performants (NPL) du secteur bancaire ont augmenté de 7,6% entre décembre 2022 et décembre 2023 selon les données publiées par la SBP. Le montant des NPL est ainsi passé de 924,04 Mds PRK en 2022 à 994,82 Mds PKR fin 2023, soit une hausse de 70 Mds PKR (250 MUSD). Les principaux secteurs concernés sont le textile, l'agroalimentaire et l'industrie automobile. La hausse des NPL en 2023 est principalement attribuée au niveau élevé des taux d'intérêt et au ralentissement de la croissance sur la période correspondante.

Sri Lanka

La Banque centrale prévoit un retour de la croissance à 3% en 2024

Fin avril, la Banque centrale a publié son rapport annuel pour l'année 2023 qui souligne la nette amélioration de l'économie sri lankaise (forte baisse de l'inflation, baisse des taux d'intérêt, excédent budgétaire primaire, excédent du compte courant de la balance des paiements, augmentation des réserves de change) qui a traversé en 2022 la pire crise depuis l'indépendance. Le rapport souligne toutefois que Sri Lanka n'est pas encore sorti de la crise et que, par conséquent, il convient de poursuivre les réformes prévues dans le cadre du programme FMI et de conclure les négociations relatives à la restructuration de la dette extérieure.

En 2023, l'économie s'est contractée de 2,3% après une forte récession de 7,3% en 2022. L'agriculture a cru de 2,6% alors que l'industrie et les services ont enregistré une contraction de 9,2% et 0,2% respectivement.

En 2023, le PIB au prix de marché et le PIB/habitant se sont élevés respectivement à 84,4 Mds USD et à 3.830 USD. Pour l'année 2024, la Banque centrale prévoit un retour de la croissance (+3%) notamment grâce à l'assouplissement de la politique monétaire, au dynamisme du secteur du tourisme et au rebond de l'industrie qui bénéficie de l'amélioration de la liquidité en dollar et de la reprise de la demande internationale dans le secteur de l'habillement.

La Banque centrale souligne les risques importants pour la croissance que constituent la forte émigration constatée depuis la crise économique et sociale de 2022 et les impacts du réchauffement climatique, en particulier sur l'agriculture, la production hydroélectrique mais également sur le tourisme.

Visite du président iranien à Sri Lanka pour l'inauguration d'un projet de coopération

Le 24 avril, le président iranien Ebrahim Raisi était en visite à Colombo, sur invitation de son homologue sri lankais Ranil Wickremesinghe. L'objet principal de ce déplacement était l'inauguration du projet de développement Uma Oya. Ce dernier répond à trois objectifs principaux de développement pour la région du Sud-Est : l'irrigation (redirection annuelle de 145 millions de mètres cubes d'eau par an via un tunnel de réservoir à réservoir), l'approvisionnement en eau potable (production annuelle de 39 millions de mètres cubes d'eau potable), et la production électrique (ajout d'une capacité de 290 MW sur le réseau électrique). Lancé en 2010 pour un budget de 514 MUSD, dont une participation iranienne de 54,6 MUSD, le projet devait initialement être inauguré en 2015. De multiples délais ont retardé le projet et son inauguration qui intervient dans un contexte géopolitique tendu.

Prévisions de la collecte fiscale sur l'année 2024

Le Secrétaire d'Etat aux Finances Ranjith Siyam-Balapitiya a déclaré que les recettes publiques avaient dépassé la cible du gouvernement au premier trimestre 2024. La collecte du gouvernement entre début janvier et fin mars a atteint 834 Mds LKR (environ 2,78 Mds USD), une valeur supérieure de 6% à la cible du gouvernement sur cette période. Les impôts directs (Inland Revenue Department) constituent le poste de collecte le plus performant (1,43 Mds USD soit 113% de la cible), suivi des droits de douanes (1,18 Mds USD soit 100% de la cible) et des droits d'accises (169,9 MUSD soit 96% de la cible). C'est dans ce contexte que le gouvernement s'est montré optimiste quant à la possibilité d'atteindre son objectif annuel de recettes publiques. Pour autant, les estimations du think tank Vérité Research, publiées le 22 avril, indiquent que les recettes devraient rester inférieures de 14% aux prévisions budgétaires sur l'année. Ce serait là notamment le fait de la surestimation des recettes que le gouvernement compte engranger avec la hausse de la TVA.

Avancement de la restructuration des entreprises publiques

Le 18 avril 2024, le gouvernement sri lankais a publié un point d'étape relatif au travail de la SRU (SOE Restructuring Unit). À ce stade, les délais initialement annoncés pour les appels à manifestation d'intérêt (EOI) et les appels à préqualification (RfQ) ont été rallongés pour l'ensemble des entreprises concernées (Sri Lanka Telecom, The Lanka Hospital Corporation, Lanka Insurance Corporation, Litro Gas Lanka, Hotel Developers Lanka, Canwill Holding et SriLankan Airlines).

Néanmoins, le gouvernement estime que la quasi-totalité des cessions devraient avoir été réalisées d’ici au mois d’août. SriLankan Airlines constitue une exception notable : en raison de délais supplémentaires dus au transfert de la dette de la compagnie aérienne vers le Trésor srilankais, sa cession devrait avoir lieu à l’automne 2024.

Pour l’instant, la SRU n’a publié la liste des entreprises préqualifiées que pour les appels d’offres concernant Hotel Developers Lanka, Canwill Holdings, Lanka Hospitals Corporation et Sri Lanka Telecom. Sur les 17 entreprises préqualifiées, 10 étaient indiennes.

Dégradation du marché du travail sur l’année 2023

Dans un rapport d’avril 2024, la Banque Mondiale met en évidence le fait qu’en dépit de signes de reprise économique, l’année 2023 a connu une dégradation du marché du travail srilankais. La faillite d’un grand nombre de TPE-PME en raison de la crise économique a notamment engendré une baisse du taux de population occupée. Ce dernier est passé de 52,3% en 2019 à 49,8% en 2022. En dépit d’une légère remontée au T3 2023 par rapport au T2 de la même année, il affiche une valeur particulièrement faible pour les zones urbaines et pour les femmes (47,2% et 32,1% respectivement au T3). De même, en 2023, le taux de chômage des jeunes de moins de 29 ans a augmenté de 16,4% à 17,7% entre le T2 et le T3. En tout, 60% des ménages ont déclaré que leurs revenus avaient diminué entre 2022 et 2023. L’ampleur de l’emploi informel à Sri Lanka génère toutefois une forte incertitude autour de ces estimations.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Négative	BB-	Négative	C	C
Pakistan	Caa3	Stable	CCC+	Stable	CCC-	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi
david.karmouni@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d’Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : david.karmouni@dgtresor.gouv.fr